



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GROSNE TERRASSEMENT SARL

351 rue des Grandes Teppes
Zac de Sennecé les Mâcon
71000 Mâcon

Références : AC/MV/2024/C_095
Code AIOT : 0005400529

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement GROSNE TERRASSEMENT SARL implanté LE BOIS DES SABLIERES 71260 Lugny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Récolement de prescriptions complémentaires

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROSNE TERRASSEMENT SARL
- LE BOIS DES SABLIERES 71260 Lugny
- Code AIOT : 0005400529

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive autorisée par arrêté préfectoral du 22 mai 2015 pour 20 ans. La carrière a fait l'objet d'un arrêté de prescriptions complémentaires le 21 décembre 2023 en raison de l'abandon d'une partie de l'emprise autorisée non exploitée et d'une réduction de la durée d'autorisation ramenée à 13 ans et 6 mois.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/05/2015, article 8.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Mesure des retombées de poussières	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 11	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations classées	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 3	Sans objet
3	Volume de matériaux à extraire - cote minimale d'extraction	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 5	Sans objet
4	Garanties financières	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 7	Sans objet
5	Aménagement paysager	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 8	Sans objet
6	Méthode d'exploitation	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 9	Sans objet
7	Phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 10	Sans objet
9	Mesures d'évitement pour la protection de la nature	AP Complémentaire du 21/12/2023, article 13.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de graves manquements.

Les seules non-conformités relevées portent sur l'incomplétude du plan d'exploitation et sur la mauvaise méthode de mesures des retombées de poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations classées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 3			
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des installations classées			
Prescription contrôlée :			
Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :			
Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Régimes	Caractéristiques de l'installation/ capacité maximale du site
Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510.1	Autorisation	Volumes d'extraction brut annuels autorisés * (tonnes) : - moyen: 60000 - maximum: 120000 Surface totale de l'emprise autorisée: 7,48 ha Superficie en extraction: 1,7151 ha Tonnage maximum à extraire: 204000 tonnes
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en	2515.1.a	Enregistrement	Puissance de l'installation de traitement: 330 kW

vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2			
--	--	--	--

** A compter de la date de signature du présent arrêté*

L'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau d'activité des installations indiquées dans le tableau ci-dessus.

Les justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

L'installation de traitement des matériaux est positionnée sur ou à proximité du carreau d'extraction de la carrière.

Le lavage des matériaux n'est pas autorisé sur la carrière.

Constats :

Selon les déclarations GERE de l'exploitant, les derniers volumes de production (années 2022 et 2023) sont inférieurs à la moyenne de production de 60 000 t/an.

Selon l'exploitant, le volume de production depuis le début de l'année 2024 est faible.

L'extraction relative à l'approfondissement du carreau de la carrière autorisé n'a pas encore débuté.

L'installation de traitement est composée uniquement d'une cribleuse (mobile) dont la puissance est de l'ordre de 120 kW selon l'exploitant. Elle est positionnée sur le carreau d'extraction de la carrière.

Il n'y a pas de lavage de matériaux.

La grande majorité des matériaux extraits sont traités en sable à destination de la briqueterie de Pont de Vaux (environ 20 km de la carrière).

L'activité de la carrière est de l'ordre de 4 mois par an en moyenne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira le volume de production depuis le 01/01/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2015, article 8.4.1

Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement et les hauteurs des fronts,
- les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Constats :

Le dernier plan d'exploitation a été relevé le 15/02/2024 à l'échelle 1/500 par un géomètre externe.

Le plan est actualisé notamment du périmètre de l'emprise réduit (plus d'emprise sur Burgy).

Non-conformité : le repérage des parcelles cadastrales de l'emprise autorisée n'apparaît pas sur le plan.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Volume de matériaux à extraire - cote minimale d'extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Volume de matériaux à extraire - cote minimale d'extraction

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les matériaux extraits sont du granite.

Le volume total de matériaux à extraire est de 102000m³ ou 204000 tonnes, à compter de la date de signature du présent arrêté.

La quantité annuelle maximale de matériaux bruts extraits de la carrière est de 120000 tonnes avec un volume d'extraction brut moyen autorisé de 60000 tonnes/an, calculée sur la durée de la période définie à l'article 1.6.2 du présent arrêté.

Les cotes minimales d'extraction sont indiquées sur le plan de phasage en annexe 2.

Constats :

Le volume de matériaux autorisé à extraire (204 000 tonnes) dans le cadre de l'approfondissement (de 5 mètres) n'a pas débuté.

Selon le dernier plan d'exploitation (15/02/2024), les cotes minimales d'extraction sont respectées :

- haut de carreau (angle nord-est) : 363 m NGF pour 358 m NGF minimum autorisé, - bas de carreau (angle sud-ouest) : 360 m NGF pour 355 m NGF minimum autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 7				
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières				
Prescription contrôlée : Les dispositions de l’article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes : Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées. L’exploitation est menée en une seule phase indiquée ci-dessous. A cette dernière période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).				
Phase	S1 (C1 = 15 555 €/ ha)	S2 (C2 = 36 290 €/ ha)	S3 (C3 = 17 775 €/m)	Total en € TTC (= 1,371)
De la date de signature du présent arrêté au 27 juillet 2028	2,8	0,4	0,5	91799
S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement. S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée des surfaces remises en état S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en août 2022 soit 128,9. Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.				
Constats :				
L'acte de cautionnement en cours est d'un montant de 120 674 euros valable jusqu'au 31/12/2024.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 5 : Aménagement paysager

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement paysager
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 2.3.6de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes : La finalité du réaménagement est d'insérer au mieux la carrière dans le contexte paysager local et ce tout au long de la période d'activité et à la fin de celle-ci. Pour cela, les aménagements suivants doivent être respectés : <ul style="list-style-type: none">- respect du phasage d'extraction prévu en annexe 2 du présent arrêté,- végétalisation des gradins supérieurs par des arbustes d'essence locale et des semis d'herbacées après exploitation,- conservation de la crête boisée au niveau de la limite communale entre Burgy et Lugny,- maintien du merlon paysager naturel du front supérieur nord-est sur la commune de Lugny,- réaménagement et végétalisation (semis d'espèces arbustives et herbacées effectué par l'ONF) du front supérieur nord-est sur la commune de Lugny,- remise en état coordonnée à l'extraction. Le plan de la remise en état final de la carrière en fin d'exploitation est en annexe 3. Les dispositions de l'article 2.8.2de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. L'exploitant met en place tout aménagement paysager, notamment sous forme de haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines. La crête séparant les communes de Lugny et Burgy sera conservée durant toute la durée de l'exploitation et maintenue boisée. Le merlon naturel du front supérieur nord-est sur la commune de Lugny sera conservé.
Constats : La dernière phase d'exploitation (consistant à approfondir le carreau d'extraction) n'a pas débuté. L'exploitation se poursuit au niveau des derniers fronts restant à extraire à partir du carreau actuel (secteur nord-est). Une partie des gradins supérieurs (notamment dans les secteurs ouest et nord) a été talutée et la végétation a repris naturellement. La crête boisée au niveau de la limite communale entre Burgy et Lugny a été conservée. La remise en état est coordonnée à l'extraction. L'éperon boisé au sud du carreau d'extraction a été conservé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 2.4.5de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitation respecte les règles d'éloignement prescrites au chapitre 1.5 du présent arrêté.

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.

L'extraction des matériaux est réalisée à la pelle mécanique pour les horizons altérés composés d'arène granitique et par abattage à l'explosif en fronts d'une hauteur maximale de 10 m pour les horizons indurés de granite.

Le carreau de la carrière présente une cote minimale de 355 m NGF avec une pente suffisante en direction de l'ouest.

Constats :

Les bords supérieurs de l'excavation sont à plus de 10 mètres des limites de l'emprise autorisée.

L'extraction du gisement est uniquement réalisée à la pelle mécanique.

La hauteur maximale des fronts est actuellement de 6 mètres.

La cote minimale du carreau d'extraction est actuellement à 360 m NGF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 2.5.1de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitation se déroule suivant le plan en annexe 2 en une seule phase conformément au tableau suivant:

Phase	Surface mise en exploitation (m ²)	Volume à extraire (m ³)
De la date de signature du présent arrêté au 27 juillet 2028	17151	102000

Constats :

La dernière phase consistant à l'approfondissement du carreau n'a pas encore débuté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesure des retombées de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de retombées de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'article n° 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure de retombées de poussières à partir d'un réseau de jauges de retombées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède périodiquement à la surveillance de la qualité de l'air par mesures des retombées de poussières en mandatant un bureau d'études (Sciences Environnement). Un réseau est mis en place en limite d'emprise autorisée composé de 3 points de mesures : Point 1 : limite nord (point "bruit de fond"), Point 2 : limite est (sous les vents dominants), Point 3 : limite ouest (sous les vents dominants).</p> <p>Le suivi est réalisé par des plaquettes de dépôt. Deux campagnes de mesures sont réalisées chaque année en période d'exploitation. Le rapport de mesures issu de la dernière campagne réalisée en novembre 2023 donne des valeurs inférieures à 20 mg/m²/j (limite de quantification).</p> <p>Non-conformité : le suivi n'est pas réalisé avec des jauges de retombées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Mesures d'évitement pour la protection de la nature

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2023, article 13.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'évitement pour la protection de la nature
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> E4.1a – Évitement temporel en période des travaux : Adaptation du phasage des travaux aux sensibilités liées à la faune : <p>Pendant la phase d'exploitation de la carrière, aucun arbre présentant des cavités ne sera abattu. Les travaux d'intervention sur les milieux herbacés et arbustifs concernés par la poursuite de l'exploitation de la carrière sont réalisés selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le déboisement est réalisé durant la période comprise entre la mi-août et la mi-mars ; - le défrichement (dessouchage) est réalisé de la mi-mars à la mi-mai.

Le secteur concerné est localisé sur la carte ci-dessous (carte non insérée).

• E2.1b et E2.2a - Évitement géographique en phase travaux et d'exploitation - Préservation d'une partie des habitats de l'avifaune liée aux formations ligneuses :

Cette mesure est issue de l'étude d'impact réalisée en 2009 et prévoit la préservation de secteurs boisés favorables notamment au gobe mouche gris.

Une surface de 2 hectares de boisement fait l'objet d'un évitement afin de préserver des habitats forestiers. Ces boisements sont identifiés sur les cartes ci-avant et ci-après.(carte non insérée)

Constats :

E4.1a – Évitement temporel en période des travaux : Adaptation du phasage des travaux aux sensibilités liées à la faune :

Les secteurs remis en état ne sont plus exploités.

Les secteurs restant à extraire ont déjà été mis en exploitation et ne comportent plus de boisement.

E2.1b et E2.2a - Évitement géographique en phase travaux et d'exploitation - Préservation d'une partie des habitats de l'avifaune liée aux formations ligneuses :

Les secteurs boisés à éviter n'ont pas été mis en exploitation :

- bas de carrière au sud de l'emprise,
- partie centrale de la carrière (éperon rocheux).

Type de suites proposées : Sans suite